

sous-comité voulu pour s'occuper de la question au cours de l'été, examiner les difficultés et aider le ministère à instaurer un programme plus constructif?

L'hon. M. MacEachen: Oui, monsieur l'Orateur, c'est ce que nous devons faire. Nous espérons que le Conseil consultatif de la main-d'œuvre et de l'immigration sera en mesure de donner des conseils très utiles et nous examinons en effet, au sein du ministère et du gouvernement, quels autres programmes, peu appropriés pour l'instant, pourraient être mis en œuvre plus tard.

LES PRÊTS AUX ÉTUDIANTS

LA COMPENSATION POUR LE MANQUE D'EMPLOI D'ÉTÉ

M. David Lewis (York-Sud): Une question pour le premier ministre. Il se peut que bon nombre de jeunes Canadiens ne puissent poursuivre leurs études à l'automne à cause de la situation de l'emploi cet été; pour cette raison le gouvernement songerait-il à amplifier son programme de prêts aux étudiants, en collaboration avec les provinces? Songerait-il aussi à reprendre le programme de bourses aux étudiants que son prédécesseur avait mis en train, il y a quelques années?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le ministre des Finances a traité de la question à diverses reprises. Il vaudrait mieux, je pense, que la question lui soit adressée; en attendant, je puis dire que sa réponse a généralement été celle-ci: nous avons dans le passé augmenté le montant disponible pour les prêts de manière à pouvoir répondre aux demandes présentées par l'intermédiaire des gouvernements provinciaux au gouvernement fédéral.

LE PÉTROLE

LA COMMUNICATION DES VUES DU CANADA AU GROUPE D'ÉTUDE AMÉRICAIN

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, la liste des ministres absentéistes étant longue et imposante, je suis tenté de demander au premier ministre si le gouvernement communique ses vues au groupe d'étude constitué par le président des États-Unis à propos des importations de pétrole et de gaz dans ce pays. Si oui, comme ces mémoires seront mis à la disposition des intéressés aux États-Unis, pour qu'ils les examinent, le premier ministre consentirait-il à déposer les documents soumis par le gouvernement ou tout au moins à les rendre publics?

Le très hon. P.-E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le ministre d'État (M. Lang) de la Saskatchewan qui devrait normalement répondre à ce genre de question n'est pas un absentéiste. Il n'est pas censé être à la Chambre aujourd'hui mais bien demain. Peut-être pourrait-on alors lui poser la question.

LA SOUVERAINETÉ CANADIENNE

LA POSITION DU CANADA À L'ÉGARD DE L'ARCHIPEL ARCTIQUE, DU PLATEAU CONTINENTAL ET DES EAUX DU GRAND NORD

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, je pourrais peut-être poser ma question supplémentaire au premier ministre. Il a laissé entendre, il y a quelque temps, qu'il ferait une déclaration à la Chambre sur la prise de position du gouvernement canadien quant à notre souveraineté sur les eaux arctiques qui baignent les îles du Grand Nord. Le premier ministre le fera-t-il avant le congé, ou va-t-il la différer de façon à ce que la Chambre ne siège pas quand il la fera?

Le très hon. P.-E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, si je la diffère, ce sera jusqu'à ce que la session reprenne, et cela pourrait être loin.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LE BLÉ—LA SAUVEGARDE DES MARCHÉS TRADITIONNELS

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Comme l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun permettra à des pays exportateurs de vendre leur grain sur un marché protégé, le gouvernement a-t-il mis au point des politiques en vue de conserver et de reprendre les marchés traditionnels du Canada? Je songe en particulier à notre marché en Grande-Bretagne et à la perte de nos ventes à la Chine, en raison des ventes négociées par la France?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, le ministère de l'Agriculture et le ministère de l'Industrie et du Commerce songent aux répercussions d'une demande d'adhésion du Royaume-Uni au Marché commun et de son acceptation possible, mais il serait impossible de répondre par le menu à une question aussi hypothétique que celle-là.

M. Woolliams: Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser au ministre et le premier ministre voudra peut-être y